



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le  
8/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SANTRAC**

ZI La Sablonnière  
BP 40008  
49220 Le Lion-D'angers

Références : 2025-481\_INSP\_RAP\_AS\_SANTRAC Chambellay  
Code AIOT : 0006300201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement SANTRAC implanté LA TERRINIERE 49220 Chambellay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans un contexte de cessation des parties actuellement exploitées et de cession des droits d'exploitation sur de nouvelles parcelles dont le dossier est en cours de rédaction.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANTRAC
- LA TERRINIERE 49220 Chambellay
- Code AIOT : 0006300201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sablière

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Comptes-rendus d'activités	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 2.4.8 et 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 1.2.1, 1.2.2 et 1.5.2	Sans objet
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 2.4.7	Sans objet
4	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 3.1 et 3.3.3	Sans objet
5	Bruits	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 3.5.4	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 2.3.4	Sans objet
7	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 3.2.4	Sans objet
8	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, article 3.2.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont biens tenues. L'exploitant a tenu tous les engagements pris en début d'année pour résorber les non-conformités relevées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, articles 1.2.1, 1.2.2 et 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescriptions contrôlées – Art. 1.2.1 – [...]</b> Points sur la situation administrative de la carrière [...]
<b>Art. 1.2.2 – [...]</b> Avancement de l'exploitation de la carrière [...]
<b>Art. 1.3.2 –</b> Garanties financières
<p>Il s'agit d'une sablière, exploitée à sec et à ciel ouvert, autorisée en dernier lieu par un arrêté du 14/02/2013 (DIDD-2013 n° 24) à la suite d'une enquête publique, autorisant la carrière de sables ainsi que ses installations de traitement des matériaux. L'exploitant est en train de rédiger une demande d'extension sur deux parcelles (B 293 et B 294) de la commune de Montreuil-sur-Maine, mais l'engagement de la procédure d'extension reste suspendu à l'aboutissement de la modification du PLUi, qui vise notamment à rendre les parcelles citées compatibles avec l'exploitation de leur sous-sol.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant a obtenu plusieurs extensions de la durée de son exploitation, initialement fixée au 13/02/2024 par son arrêté d'autorisation et successivement reportée au 13/02/2025 par l'arrêté du 18/08/2024 (DIDD-2024 n° 129) puis au 13/02/2026 par l'arrêté du 23/12/2024 (DCPPAT-2024 n° 432).</p> <p>Considérant le calendrier d'approbation du PLUi retenu par la communauté de communes de la Vallée du Haut Anjou (CCVHA) qui prévoit, dans le meilleur des cas, une décision du conseil communautaire au printemps 2026, l'exploitant a sollicité une nouvelle prolongation de ses droits d'exploiter afin d'assurer la continuité juridique de ses droits.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées a proposé une extension d'une durée de 2 ans (actuellement à l'instruction) qui sera soumise à une consultation du public (participation par voie électronique – PPVE) dans les conditions fixées par l'article L. 123-19-2 du Code de l'environnement, en application de la note du 21/12/2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement du directeur général de la prévention des risques et compte tenu de</p>

la nature limitée, du point de vue environnemental, de la modification.

**Constats** – **Art. 1.2.1** – **Classement ICPE** 2510 (A) – 2515 (E) – 2517 (D) → **Conforme**

**Classement IOTA** – L'exploitant a examiné sa situation administrative au regard de la loi sur l'eau et conclut à l'absence de classement IOTA de sa carrière (pas de piézomètre, pas de plan d'eau pour le réaménagement, pas de surface > 20 ha d'un seul tenant...) → **Conforme**

**Art. 1.2.2** – **Avancement de l'exploitation de la carrière** – Le périmètre d'exploitation s'étend sur plusieurs parcelles ou groupes de parcelles, parfois isolés les uns des autres. Ainsi, on distingue :

- en secteur Nord, le gisement actuellement exploité sur la parcelle B 433 (environ 6 500 m<sup>2</sup>) qui arrive à épuisement. Les prolongations évoquées supra vont permettre de conduire les extractions et le réaménagement de la fosse à leurs termes – La remise en état de cette parcelle est prévue pour la fin 2026 ;
- en secteur Central, occupé par les installations de traitement des matériaux, l'exploitant envisage le démantèlement des équipements au printemps 2026 et réaménagement final fin 2026 ;
- en secteur Sud, le dossier relatif au projet d'extension est en cours de rédaction pour les parcelles B 293 et B 294 de la commune de Montreuil-sur-Maine, mais son engagement dans la procédure d'autorisation reste suspendu à l'aboutissement des modifications du PLUi qui vise à rendre les parcelles citées compatibles avec l'extension de la carrière.

A l'issue des réaménagements évoqués, l'exploitant engagera la cessation d'activités des parcelles actuellement remaniées et cédera l'exploitation des parcelles B 293 et B 294 à la société HEIDELBERG dès la procédure d'autorisation achevée. Les perspectives économiques de cette reprise portent sur une production de 50 000 t/an pendant une durée d'environ 10 ans, soit 470 000 t (430 000 t hors stériles). Le site ne sera concerné que par des extractions, les matériaux seront exportés à Juvardeil (site GSM) pour y être traités.

Le point d'attention de ce projet est la potentielle importance du trafic car GSM envisage des activités d'extraction saisonnières.

**Art. 1.5.2** – **Garanties financières** – Acte de cautionnement pour la période du 13/02/2025 au 13/02/2026 pour un montant de 164 148 €TTC → **Conforme**

A noter que l'actualisation des garanties financières est attendue dès la notification de l'APC de prolongation de 2 ans faisant suite à la PPVE.

**Type de suites proposées** : Sans suite

## N° 2 : Comptes-rendus d'activités

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, articles 2.4.8 et 4.1.1

**Thème(s)** : Situation administrative, Comptes-rendus d'exploitation

**Prescriptions contrôlées** – **Art. 2.4.8** – [...] l'exploitant rend compte de l'activité de la carrière réalisée au cours de l'année précédente [...]

**Art. 4.1.1** – L'exploitant organise chaque année, une réunion avec les riverains (ou leurs représentants), les élus (ou leurs représentants) des communes de Chambellay et de Chenillé-Changé, pour notamment leur communiquer des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions qu'il met en œuvre.

**Constats** – La consultation de la base GEREPE montre que l'exploitant renseigne périodiquement l'outil, les onglets des années 2022, 2023 et 2024 sont accessibles.

**Art. 2.4.8** – **Productions (extractions GEREPE)** – 24,1 kt/2024 (Qte restante 35,1 kt) – 9,8 kt/2023 (Qte

restante 255,1 kt) – 0 kt/2022 (Qte restante 264,7 kt) – 20,3 kt/2021 (Qte restante 247,7 kt) → **Déclarations de production Non-cohérentes entre les extractions annuelles et les volumes résiduels** – Récoler les rythme d'extractions avec le gisement restant

**Retour sur la visite du 06/03/2025** (réponse du 10/04/2025) – **Art. 4.1.1** – En 2024, l'exploitant indiquait que la CLCS (Commission Locale de Concertation et de Suivi) ne s'était réunie qu'une fois en 2013. L'inspection a rappelé l'obligation de l'organiser périodiquement.

La CLCS du 06/03/2025 n'a suscité que très peu d'intérêts chez les parties prenantes (aucun riverain présent) malgré un ordre du jour annoncé pour les informer du projet d'extension. In fine, excepté l'inspection, seul le Maire de Montreuil-sur-Maine a assisté à ce comité.

Le compte-rendu de cette CLCS a été remis en séance. La prochaine CLCS se tiendra le 06/03/2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier les données importées dans GERE et de procéder à la mise en cohérence de ces données.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Plans

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, Art. 2.4.7

**Thème(s) :** Situation administrative, Plans

**Prescription contrôlée** – Un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation [...] est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement [...]

**Retour sur la visite du 06/03/2025** (réponse du 10/04/2025) – L'exploitant a proposé de transmettre régulièrement les plans sur support papier, comportant l'ensemble des informations prescrites par le référentiel, dans un format exploitable.

**Constats** – L'exploitant a remis en séance un plan à jour pour l'année 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Eaux superficielles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, Art. 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescriptions contrôlées** – L'exploitant procédera à un suivi annuel de la qualité des eaux en sortie du bassin de décantation sur les paramètres pH, T°, MEST, DCO et hydrocarbures [...]

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé **proportionnellement au débit sur 24 heures**, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de **couleur** du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les eaux usées issues de l'usage domestique sont traitées par un **dispositif d'assainissement** conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.

**Retour sur la visite du 06/03/2025** (réponse du 10/04/2025) – L'exploitant a communiqué les mesures réalisées en 2021, 2022 et 2024 en indiquant que l'année 2023 est restée sans surveillance

en raison d'un loupé du prestataire en charge des prélèvements. Les analyses ont été effectuées par le laboratoire IANESCO mais les prélèvements par un prestataire local MICROSEPT.

Les mesures réglementaires sont bien réalisées, après décantation, à l'exutoire du rejet des effluents traités (point dénommé déversoir bac Devase n° 2 sur les bordereaux d'analyses), que l'exploitant compare aux caractéristiques d'un prélèvement effectué dans l'étang (point dénommé avant pompage) afin d'évaluer son incidence sur la masse d'eau.

Bien que non demandé par son arrêté d'autorisation, l'exploitant procède également à une mesure d'hydrocarbures en sortie du séparateur d'hydrocarbures (point dénommé sortie fossé déshuileur) dont le rejet n'est pas effectué dans l'étang mais dans le fossé en bord de route.

La modification de couleur du milieu récepteur n'est pas mesurée au point de rejet.

L'inspection a rappelé à l'exploitant son obligation d'assurer une surveillance stricte de l'établissement dans les conditions prescrites par son arrêté d'autorisation → Transmis les devis et bon de commande pour un prélèvement 24 heures et analyse par EUROFINS HYDROLOGIE OUEST

→ **Soldé**

**Constats** – EUROFINS est intervenu pour réaliser un prélèvement sur 24 heures (vu le bordereau d'analyse) des eaux du bassin de décantation (Rapport AR-25-FP-024985-01 du 15/07/2025). Les paramètres pH, DCO, MES, Hydrocarbures totaux, aucun ne dépasse leurs valeurs prescrites respectives → **Conforme**

A la suite du rappel de l'obligation de contrôle périodique, le cas échéant, de l'entretien du dispositif d'assainissement individuel, l'exploitant a transmis la facture d'intervention 2024 de la société EVENTUS Environnement → **Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, Art. 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines

**Prescription contrôlée** – Un relevé initial du niveau d'eau et de la qualité des eaux des puits dans un rayon de 300 mètres autour du périmètre de la carrière sera réalisé avant le démarrage des extractions des secteurs d'extension de la carrière, puis annuellement en période de basses eaux.

**Retour sur la visite du 21/11/2024 (réponse du 05/02/2025)** – L'inspection relevait que les analyses périodiques des eaux souterraines portaient sur les 2 puits des riverains les plus proches de la carrière, situés aux lieux-dits « Le Petit Charray » et « La Petite Isle ».

Par ailleurs, l'exploitant procédait à des analyses (2023 et 2024) selon le référentiel de l'arrêté ministériel du 11/01/2007, relatif la qualité des eaux brutes destinées à la consommation humaine pris au titre du Code de la santé publique, dont les résultats ont mis en évidence des dépassements des valeurs limites pour plusieurs paramètres. L'examen des bordereaux transmis laisse apparaître que les paramètres analysés sont sans lien avec les incidences potentielles de la carrière puisqu'ils concernent principalement des pollutions organiques.

Par contre, les niveaux d'eaux dans les puits ne sont pas relevés.

**Retour sur la visite du 06/03/2025 (réponse du 10/04/2025)** – L'inspection a demandé à l'exploitant de mesurer le niveau d'eaux dans les puits comme le prescrit son arrêté et recommande de procéder à 2 contrôles annuels (en basses eaux et en hautes eaux), pour dégager une tendance de son évolution et apprécier l'influence de la carrière → Bon de commande à EUROFINS HYDROLOGIE OUEST pour réaliser des mesures des niveaux d'eaux dans 1 puits de riverain « petite Isle » (puits du « petit Charray » plus concerné depuis la remise en état des parcelles cadastrées 800 et 801 en 2024. La mesure « Basses eaux » est prévue le 01/07/ 2025 et la mesure « Hautes eaux » sera programmée en décembre 2025 – Même devis et le bon de commande que celui des eaux superficielles → **Soldé**

L'inspection des installations classées a rappelé que l'arrêté d'autorisation du 14/12/2013 n'exige aucune analyse des eaux souterraines mais seulement une surveillance du niveau de la nappe. L'exploitant a indiqué qu'un prélèvement serait réalisé et analysé pour rechercher les paramètres de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Considérant les résultats des campagnes des eaux des puits, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'informer les propriétaires et utilisateurs des puits des résultats des analyses des eaux prélevées dans leurs ouvrages et de tracer ces transmissions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 14/02/2013, Art 3.1 et 3.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières

**Prescriptions contrôlées – Art 3.1** – Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues en permanence.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière, de boue ou de matériaux sur les voies de circulation publiques.

**Art 3.3.3** – L'exploitant procède tous les 2 ans et en période estivale, à des mesures de poussières dans l'environnement, à ses frais et par une personne ou un organisme qualifié.

**Retour sur la visite du 06/03/2025 (réponse du 10/04/2025)** – En 2020 et 2022, l'exploitant n'a pas transmis de résultats de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement mais a adressé à l'inspection une « évaluation du risque lié à l'exposition de ses salariés aux poussières, notamment aux poussières alvéolaires », faite au titre du RGIE (règlement général des industries extractives – Code du travail). L'historique des données depuis 2014 n'a pas mis en évidence de dépassements de la concentration maximale réglementaire de quartz de 0,1 mg/m<sup>3</sup> et rend compte d'une baisse continue du taux de quartz, donc d'une réduction continue du risque.

L'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à la mesure de retombées de poussières dans l'environnement. Ce dernier a mandaté AXYLIS pour procéder à ces prélèvements au moyen de Jauges Owen → **Soldé**

Des arroseurs sont disposés pour rabattre les émissions de la zone de traitement des matériaux et les pistes sont arrosées à l'aide d'une citerne tractée → **Soldé**

**Constats – Art. 3.1** – Les voies de circulation de la zone de traitement des matériaux sont larges, nivelées et entretenues → **Conforme**

En séance, l'exploitant a procédé à un nettoyage de la voie publique, à la tonne à eau, en raison des salissures (boues) apportées par les mouvements des véhicules sortant de la carrière → **Conforme**

**Art. 3.3.3** – Le plan de surveillance est porté par 4 jauges, positionnées en périphérie de la carrière, en face aux habitations les plus proches. 2 d'entre elles, a priori aux vents dominants présentent des concentrations très faibles, de l'ordre de 30 mg/m<sup>2</sup>/jour alors que les 2 autres, plus exposées aux émissions de l'installation de traitements des matériaux relèvent des concentrations 10 fois supérieures tout en respectant la valeur recommandée de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour → **Conforme**

L'exploitant explique le retard pris par cette surveillance, dont la première campagne était programmée pour l'été 2025, par le vol des jauges vierges entreposées dans un local fermé située à l'intérieur de la carrière. Les campagnes de mesures sont programmées trimestriellement → **Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Bruits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2013, Art. 3.5.4
<b>Thèmes) :</b> Risques chroniques, Mesures des émissions sonores
<b>Prescription contrôlée</b> – L'exploitant fait réaliser [...] au moins tous les ans [...] une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité [...]
<b>Constats</b> – Les valeurs en limites de propriété comme en émergences sont respectées (années 2022 – 2023 – 2024 et 2025) → <b>Conforme</b>  Il est relevé que l'exploitant fait progressivement évoluer la cartographie de ses points de mesures au fur et à mesure de l'avancement de ses extractions → <b>Conforme</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée</b> – Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.
<b>Nota</b> – Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).
<b>Constats</b> – <u>Réalisation des contrôles des installations électriques</u> – Les installations électriques sont contrôlées tous les ans (Vu le registre de sécurité). Les rapports de contrôles des années 2023, 2024 et 2025 ont été transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ SOCOTEC 91660/23/978 du 24/01/2023 – Intervention 2023 – Vérification périodique effectuée en application de l'article R. 4226-16 du Code du travail ;</li> <li>➤ SOCOTEC 91660/25/3560 du 24/03/2025 – Intervention 2024 – Vérification périodique effectuée en application de l'article R. 4226-16 du Code du travail ;</li> <li>➤ SOCOTEC 91660/25/2273 du 20/02/2025 – Intervention 2025 – Vérification périodique effectuée en application de l'article R. 4226-16 du Code du travail.</li> </ul> Ces contrôles sont inscrits dans le registre de sécurité de l'établissement → <b>Conforme</b> La fréquence de contrôle est satisfaisante → <b>Conforme</b> <b>Retour sur la visite du 06/03/2025 (réponse du 10/04/2025)</b> – <u>Limites de la vérification</u> – La mention « La vérification a porté sur l'ensemble de l'établissement » figure dans chacun des rapports de vérifications des installations électriques. Toutefois, le rapport 2023 mentionnait au paragraphe relatif à la « <i>Limite de la prestation</i> » que « <i>Les équipements ou locaux repérés par le sigle NVI dans les tableaux du chapitre IV n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'inaccessibilité et qu'il en est de même pour le local de pompage 2 (manteau) (Hors service)</i> ».
L'inspection avait demandé de veiller à l'exhaustivité des contrôles des installations électriques ou de justifier les raisons des limites de l'intervention relevées par l'organisme → L'exploitant avait

indiqué que le premier point non contrôlé était l'armoire de coupure à l'entrée du site, qui a fait l'objet depuis de contrôles en 2024 et 2025 et le second concernait le local de pompage 2, qui n'est plus équipé depuis plusieurs années.

Le dernier rapport de vérification faisait état de 3 observations qui ont été corrigées le 28/03/2025. Un contre contrôle a été commandé à SOCOTEC qui est intervenu le 29/04/2025 pour garantir la mise aux normes des IE (Vu les devis et bon de commande transmis à SOCOTEC) → **Soldé**

A la suite de l'intervention de l'exploitant auprès de SOCOTEC, les rapports 2024 et 2025 ne faisaient plus mention de limite de prestation qui, à dire d'exploitant, étaient portées de manière systématique par l'organisme de contrôles → **Soldé**

L'exploitant a missionné la SOCOTEC pour déterminer et identifier les zones à risque d'explosion sur le site de la carrière et pour vérifier l'adéquation des équipements situés dans ces zones (Vu rapport de zonage et repris des non-conformités) → **Soldé**

**Type de suites proposées :** Sans suite